



Syndicat national
des personnels de direction
de l'Education nationale

Philippe TOURNIER
Secrétaire général du SNPDEN

SNPDEN
21 rue Béranger - 75003 Paris

Tél. : 01.49.96.66.66 (stand.)
Fax : 01.49.96.66.69
siege@snpden.net

Paris, le lundi 10 juin 2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le SNPDEN présente l'addition du baccalauréat 2013 : 1,5 milliard d'euros

1.525.215.934 euros : ce sera sans doute le vrai coût du seul baccalauréat général et technologique 2013. Tel est le résultat du travail conduit par le SNPDEN* en collectant les chiffres publics éparpillés dans les bases de données ministérielles. Les montants habituellement annoncés oscillent de 50 millions à 100 millions d'euros avec une tendance à une forte augmentation. Nos calculs arrivent à 74 millions (hors baccalauréat professionnel) pour l'organisation des épreuves elles-mêmes mais cette somme n'est qu'une modeste part du coût de l'examen. En effet, elle s'ajoute à une condition de son organisation actuelle : l'annulation de trois semaines des cours en raison de la mobilisation exclusive des locaux et des personnels. Que les enseignements soient assurés ou supprimés, le coût de fonctionnement de ces trois semaines est pratiquement constant (par exemple, les heures supplémentaires continuent d'être versées). Il doit donc être intégré dans celui du baccalauréat. Le montant de ces cours, qui n'ont pas lieu du fait de l'examen mais qui sont toujours financés par la collectivité, est de 1.434.548.000 euros.

Mais la suppression de cours pour organiser des examens ne se limite plus à ces trois semaines. Elle est devenue une solution à coût caché qui se traduit par l'accumulation d'épreuves bien avant la date symbolique de celle de philosophie. Entièrement pris en charge par les établissements, cela évite généralement à l'Etat d'en supporter les frais de fonctionnement ou de verser des indemnités d'examen aux personnels. Leur complexité et leur lourdeur rendent inévitable la suppression de cours, parfois dès février ou mars, dont on peut estimer le nombre à près d'un demi-million cette année. Les nouvelles épreuves de langues sont, de ce point de vue, exemplaires : nouveauté 2013, l'ajout d'épreuves a réquisitionné environ 200 000 heures de professeurs. Ce sont autant de suppressions supplémentaires de cours non seulement de langues pour les terminales mais aussi dans d'autres niveaux en langues et dans d'autres matières en terminales. Le coût de cette seule nouvelle opération est estimé à 6,5 millions d'euros.

Ce « vrai prix » est à rapprocher du rôle du baccalauréat depuis l'instauration du système d'admission dans l'enseignement supérieur « Admission post-bac » (APB). Dès le 13 juin, les élèves sauront où ils sont admis. L'utilité pratique du baccalauréat général et technologique 2013 sera donc de déceler les 55.000 à 60.000 candidats qui ne l'obtiendront pas et ne seront donc pas autorisés à valider leurs vœux dans APB. Pour tous les autres, le baccalauréat sera sans effet qu'ils l'obtiennent avec mention « Très bien » ou après l'oral dit « de rattrapage ». Les formations supérieures sélectives d'APB ont déjà recruté leurs étudiants sur la base du contrôle continu et les autres formations ne peuvent distinguer entre les reçus.

1,5 milliard pour refuser l'accès à l'enseignement supérieur à 60 000 élèves, soit 25 000 euros par candidat recalé : c'est plus du double de ce qu'aura coûté son année de terminale. Ces ressources seraient peut-être mieux employées à le faire réussir.

Le SNPDEN estime que le baccalauréat doit être une des cibles privilégiées du « choc de simplification » souhaité par le Président de la République. Un examen, plus simple et plus fiable, est possible en une semaine, de la première épreuve à la proclamation des résultats.

* Ces calculs sont accessibles sur www.snpden.net

Contact Presse : Cédric Carraro
Secrétaire permanent du SNPDEN
01.49.96.66.67 (ligne directe)
cedric.carraro@snpden.net